

DROIT

Le système de "Civil Law" (ou droit romano-germanique) qui constitue l'un des grands systèmes juridiques du monde, doit, avec la Common Law, beaucoup au droit français.

Au gré des circonstances historiques, le droit français a inspiré de très nombreux pays étrangers, en sorte que les étudiants peuvent, en choisissant de faire des études juridiques en France, découvrir les racines du système en vigueur chez eux et, pour ceux en provenance de pays de la Common Law, s'initier aux grands axes de « l'autre » système juridique.

Les conceptions de l'enseignement du droit en France font une large part à l'analyse critique et à la réflexion sur ce qu'est le droit, mais aussi ce qu'il devrait être ou pourrait être. Aussi, à partir d'une connaissance qu'il doit acquérir, l'étudiant est-il conduit à réfléchir sur le droit. D'où l'importance, en France, des questions de méthode et de forme. La règle de droit, au fil du temps, a été modifiée, transformée, remplacée. La connaître est, certes, nécessaire, mais il est tout aussi indispensable d'être capable de la commenter, l'analyser, la critiquer, pour être ensuite en mesure de comprendre l'apport réalisé par la règle nouvelle et d'en comprendre les enjeux.

Cette approche française des études de droit permet d'autres débouchés que les carrières judiciaires (avocats, magistrats, greffiers ...), mais conduit aussi vers les carrières administratives ou de cadres supérieurs du secteur privé ou de l'administration publique, du monde des affaires au sens le plus large, vers toutes les professions dans lesquelles des aptitudes à traiter des questions juridiques, administratives, de ressources humaines, etc., sont requises, que ce soit dans des cadres nationaux, européens ou internationaux.

INTERNATIONAL

Le Groupement d'Intérêt Public Justice Coopération Internationale (JCI) fédère le ministère de la Justice, la Cour de Cassation et le Conseil d'État, les juridictions françaises, l'École Nationale de la Magistrature, l'École Nationale de l'Administration Pénitentiaire, le Conseil National des Barreaux, le Conseil Supérieur du Notariat et la Chambre Nationale des Huissiers. Il a pour objectif le développement de la coopération juridique et judiciaire dans le cadre des programmes multilatéraux de coopération mis en œuvre par l'Union Européenne et les autres bailleurs de fonds internationaux tels que la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international (FMI).

L'École Nationale de la Magistrature (ENM) a des accords de coopération avec des conseils supérieurs et des écoles d'une dizaine de pays (Albanie, Brésil, Chine, Espagne, Italie, Liban, Pologne, Slovénie, Taïwan, ...). L'ENM conduit des missions d'aide menées auprès de nombreux pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie ou d'Europe continentale. Elle crée également des centres de formation pour juges et procureurs, élabore des programmes pédagogiques et organise des formations sur mesure dans les pays étrangers.

DOMAINES ASSOCIÉS

• Commerce • Banque • Commerce • Entreprise • Fiscalité • Immobilier • Juridique • Magistrature • Ressources humaines

SOUS-DOMAINES

• Administrateur judiciaire • Administration pénitentiaire • Avocat • Avoué • Barreau • Clerc d'huissier • Clerc de notaire • Commissaire de justice • Commissaire-priseur judiciaire • Conseil d'État • Conseiller en propriété industrielle • Cour de cassation • Fiscaliste • Gardien de prison • Grande instance • Greffe • Greffier • Huissier • Ingénieur brevet • Juge • Jugement • Juriste • Législation fiscale • Lobbyiste • Magistrat • Magistrature • Mandataire liquidateur • Notaire • Police judiciaire • Procès • Procureur • Secrétaire juridique • Substitut • Surveillant pénitentiaire • Tribunal

EN CHIFFRES

- 7,8 milliards d'euros de budget pour la Justice française (2013)
- 75 833 agents au Ministère de la Justice (2013)
- 307 tribunaux d'instance et tribunaux de police
- 161 tribunaux de grande instance
- 136 tribunaux de commerce
- 115 tribunaux des affaires de sécurité sociale
- 42 tribunaux administratifs
- 36 cours d'appel

Sources : Ministère de la Justice - www.justice.gouv.fr

LIENS UTILES

- Association française des juristes d'entreprise (AFJE) : www.afje.org
- Chambre nationale des huissiers de justice (CNHJ) : www.huissier-justice.org
- Communauté des métiers du droit : www.village-justice.com
- Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires (CNAJMJ) : www.cnajmj.fr
- Conseil national des barreaux : <http://cnb.avocat.fr>
- Conseil supérieur du Notariat : www.notaires.fr
- École nationale de l'Administration pénitentiaire (ÉNAP) : www.enap.justice.fr
- École nationale de la magistrature (ENM) : www.enm-justice.fr
- Étudiants en sciences sociales : <http://www.fede-ares.org/les-metiers-du-droit/>
- Faculté libre de droit, d'économie et de gestion (FACO) : <http://facoparis.com>
- Fédération nationale pour le droit de l'entreprise (FNDE) : www.fnde.asso.fr
- Institut de droit comparé IDC – Université Panthéon-Assas Paris II : <http://idc.u-paris2.fr>
- Institut des hautes études internationales IHEI - Université Panthéon-Assas Paris II : www.ihei.fr
- Institut national de la propriété industrielle (Inpi) : www.inpi.fr
- JUSTIMEMO, ministère de la justice : <http://justimemo.justice.gouv.fr>
- Ministère de la Justice : www.metiers.justice.gouv.fr
- Université numérique juridique francophone (UNJF) : www.unjf.fr

CHOISIR SA FORMATION

www.campusfrance.org

> Trouvez votre formation > Programs taught in English > Courts séjours > Financez vos études

DROIT

NIVEAU LICENCE

CLASSE PRÉPARATOIRES AUX GRANDES ÉCOLES (CPGE) (BACCALAURÉAT +2 ANNÉES D'ÉTUDES SUPÉRIEURES) – L2

La **Classe préparatoire en Économie et gestion**, option économie, droit, et gestion, est proposée dans des Lycées et en une année à l'ENS Rennes.

www.campusfrance.org>Trouvez votre formation>Licence

DIPLÔME D'ÉTUDES UNIVERSITAIRES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES (BACCALAURÉAT +2 ANNÉES D'ÉTUDES SUPÉRIEURES) – L2

Le **DUT Carrières juridiques** se prépare dans les Instituts Universitaires de Technologie (IUT) rattachés aux Universités. Il prépare au secrétariat juridique auprès d'avocats ou au sein de collectivités territoriales, service juridique, ressources humaines, gestion de dossiers contentieux, gestion de contrats, ...

www.campusfrance.org>Espace documentaire>Offre de formation>Fiches Diplômes>DUT

LICENCE

(BACCALAURÉAT +3 ANNÉES D'ÉTUDES SUPÉRIEURES) – L3

Elle est préparée à l'Université en **Droit, économie et gestion** avec la principale mention **Droit** dans une cinquantaine d'établissements.

www.campusfrance.org>Trouvez votre formation>Licence

LICENCE PROFESSIONNELLE

(BACCALAURÉAT +3 ANNÉES D'ÉTUDES SUPÉRIEURES) - L2 +1

Elle est préparée à l'Université en **Droit, économie et gestion** pour deux mentions **Droit** et **Activités juridiques** avec une quarantaine de spécialisations :

- droit et commerce • droit et gestion • droit de l'immobilier
- droit du patrimoine • droit social •

La mention Métiers du notariat ouvre une palette de fonctions dans différents organismes et collectivités territoriales.

www.campusfrance.org>Trouvez votre formation>Licence

DIPLÔME UNIVERSITAIRE (DU)

(BACCALAURÉAT +3 ANNÉES D'ÉTUDES SUPÉRIEURES) - L2 +1

Le DU Criminologie est proposé par 5 Universités françaises dans le cadre d'études de droit, mais n'a pas de reconnaissance nationale.

NIVEAU MASTER

MASTER

(BACCALAURÉAT + 5 ANNÉES D'ÉTUDES SUPÉRIEURES) – M2

Il se prépare dans la filière **Droit, économie et gestion** avec différentes mentions qui proposent également plusieurs spécialités :

- droit comparé • droit de la communication et TIC • droit de la propriété intellectuelle • droit de la santé • droit de l'économie • droit de l'entreprise, spécialité droit des affaires • droit de l'environnement • droit de la propriété • droit de l'Union Européenne • droit des affaires • droit des assurances • droit fiscal • droit et gestion • droit international • droit médical et droit de la santé • droit notarial • droit privé • droit public, spécialités collectivités, urbanisme, ... • droit social • droits européens • droits de l'homme • ...

www.campusfrance.org>Trouvez votre formation>Master

Une quarantaine de **formations de niveau Master sont proposées en anglais** avec plusieurs spécialisations :

- *Business Law* • *European and comparative private International Law* • *Information Technology Law* • *Intellectual Property Law* • *International Business Lawyer* • *International Economic Law and Governance* • *International and European Law* • *Labor Law and Human Resources* • *Law and Business Ethics* • *Law and Economics* • *Law and Tax Management* • *Management and Business Law* • *Research in English and American business Law* • *Social Law* • ...

Catalogue des formations en anglais :

www.campusfrance.org> Trouvez votre formation>Programs Taught in English

DIPLÔME SUPÉRIEUR DE JURISTE-CONSEIL D'ENTREPRISE (DJCE) (MASTER 1 +1 ANNÉE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES) – M2

Le DJCE est accessible au titulaire d'un Master 1 en droit. Il est proposé par une dizaine d'Universités.

DIPLÔME SUPÉRIEUR DE NOTARIAT (DSN)

(MASTER 1 +1 ANNÉE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES) – M2

Le DSN est un diplôme national pour accéder à la profession de notaire, réglementée en France car il ne permet pas automatiquement d'obtenir les titres de « Notaire » ou de « Notaire collaborateur. » Véritable généraliste du droit, le notaire est un juriste de haut niveau spécialisé dans le conseil auprès des particuliers et des entreprises dans les domaines du droit de la famille, de la gestion patrimoniale, du droit immobilier et du droit rural.

DIPLÔMES BINATIONAUX

LICENCE

(BACCALAURÉAT +3 ANNÉES D'ÉTUDES SUPÉRIEURES) – L3

Au niveau Licence, ces cursus spécialisés sont organisés en partenariats avec des Universités d'autres pays pour différentes mentions pour lesquelles le droit français est comparé avec le droit allemand, anglo-saxon, italien, russe, suisse, ...

MASTER

(BACCALAURÉAT +5 ANNÉES D'ÉTUDES SUPÉRIEURES) – M2

Les cursus portent sur du droit comparé et appliqué dans différents domaines : Commun Law et droit comparé, droit comparé des affaires, droit et sciences du travail européen, droits français et étranger, droit international et comparé de la santé, ...